

Rapport annuel d'activité 2021

ANNEXE 03

Les données économiques

Le bilan *de la commande publique*

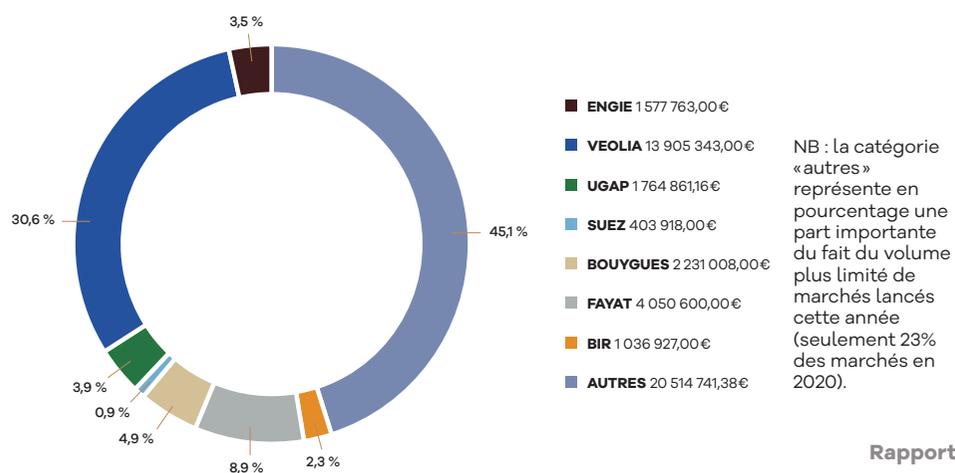
Un niveau d'activité resté stable en période de crise sanitaire

En 2021, le SEDIF a recensé 53 marchés ou accords-cadres d'un montant supérieur à 25 000 € HT, couvrant ses besoins tant en fonctionnement qu'en investissement. Le montant global des marchés signés s'élève à 45,48 M€ HT, contre 281,16 M€ HT en 2020.

Cette diminution s'explique, d'une part, par l'attribution en 2020 de l'opération majeure que représente l'accord-cadre de travaux de distribution (177,6 M€ HT), et dans une moindre mesure par les conséquences de la crise sanitaire. Mais l'activité est néanmoins restée soutenue et a permis l'attribution de plusieurs contrats importants :

- la refonte de l'unité d'ozonation de l'usine de Choisy-le-Roi, pour 11,8 M€ HT ;
- la restructuration de l'axe de transport et de distribution de Livry-Gargan à Villeparisis, pour 5,3 M€ HT ;
- la rénovation des réservoirs du Mont-Valérien et la mise en place d'un point de chloration sur le réseau MVAL125 à Puteaux, pour 3,59 M€ HT.

RÉPARTITION PAR GROUPE DES MARCHÉS CONCLUS EN 2021



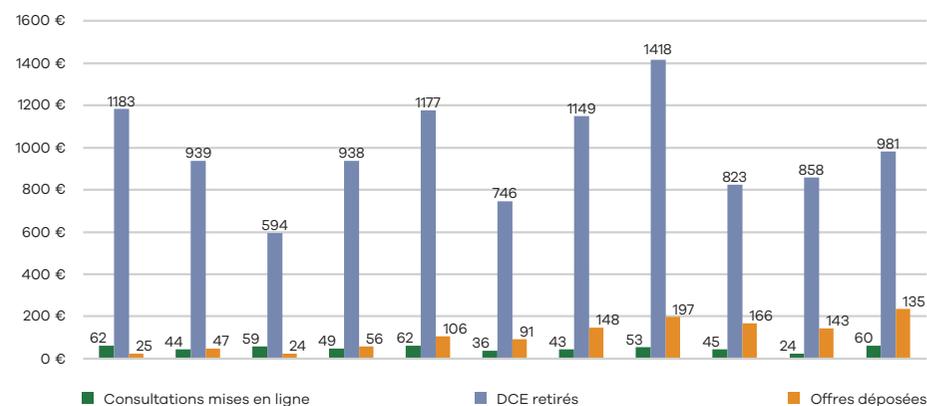
Un ancrage de la dématérialisation et une anticipation des difficultés liées au COVID-19

60 consultations ont été mises en ligne en 2021, soit 2,5 fois plus qu'en 2020. Elles ont donné lieu à 981 retraits, une augmentation de 14% par rapport à 2020. Le nombre moyen de retraits par consultation témoigne toujours d'une bonne visibilité des marchés du SEDIF (16,35 retraits par consultation).

Le nombre d'offres déposées par consultation (3,91) reste comparable à celui de 2019 (3,68), avant la crise sanitaire, reflétant un certain retour à la normale après l'augmentation de l'année 2020 (5,95 offres par consultation).

En début d'année 2021, le service des marchés a continué à s'adapter à la crise sanitaire en prévoyant l'organisation de CAO en visioconférence afin de garantir la continuité de service, et en transmettant à tous les titulaires sa doctrine de prise en compte des surcoûts engendrés par la COVID-19.

ÉVOLUTION DES DONNÉES RELATIVES À LA DÉMATÉRIALISATION DEPUIS 2012



Le compte *administratif* 2021

	2020	2021
Section de fonctionnement		
Dépenses en M€		
Charges à caractère général dont :	28,99	28,71
Frais d'administration générale et de relations publiques	6,97	7,45
Frais d'études générales	0,56	1,06
Rémunération du délégataire	21,10	19,85
Frais de contrôle de la délégation	0,35	0,35
Charges de personnel et frais assimilés	7,64	8,11
Provisions et garantie impayés	0,34	0,33
Charges financières	1,25	1,11
Programme solidarité Eau	2,08	2,07
Charges exceptionnelles et autres	0,18	0,61
Dotations aux amortissements et opérations d'ordre	83,40	80,05
Total (A)	123,86	120,99

Sont comptabilisés, chaque année, la rémunération provisoire versée au délégataire et le solde de l'année précédente après calcul définitif de la rémunération.

Le montant comptabilisé est donc "à cheval" sur 2 exercices et ne correspond pas au montant annuel figurant dans les comptes du délégataire.

Conformément à la décision du Comité de doter le programme de 0,01 € par m³ d'eau vendue.

Rémunération du délégataire en baisse, en raison notamment de la stabilisation des ventes d'eau et de sa performance, et de la modification du périmètre du SEDIF.

	2020	2021
Recettes en M€		
Produit de vente d'eau	102,71	99,35
Versements contractuels du délégataire	26,66	22,09
Pénalités contractuelles du délégataire et autres produits	4,62	9,73
Reprise de provisions	-	-
Aide du fond de soutien	0,04	0,04
Quote-part subventions investissement	2,78	2,76
Gestion de la dette - transfert de charges	-	-
Total (B)	136,81	133,97
Report du résultat n-1 sur n (C)	9,39	8,63
Résultat cumulé de la section d'exploitation (D=B-A+C)	22,34	21,61

Produit de vente d'eau en diminution en raison de la baisse de la part du prix de l'eau revenant au SEDIF, qui est passée au 1^{er} janvier 2020 de 0,45 à 0,42 € par m³ d'une part, et de la modification du périmètre du SEDIF d'autre part.

Il s'agit du résultat de la société Veolia Eau d'Île-de-France reversé contractuellement au SEDIF.

Le compte *administratif* 2021

	2020	2021
Section d'investissement		
Dépenses en M€		
Immobilisations corporelles et incorporelles	2,06	2,92
Immobilisations en cours dont :	89,14	90,64
Usines et réservoirs	27,14	37,59
Remplacement branchements en plomb	0,37	0,08
Canalisations individualisées	52,25	48,57
Bâtiments administratifs, système d'information et autres	9,38	4,40
Remboursement AESN	-	0,02
Remboursement de la dette en capital	21,65	21,46
Subventions d'investissement et opérations d'ordre	6,20	6,91
Total (E)	119,05	121,95
Restes à réaliser à reporter (F)	7,26	4,28

	2020	2021
Recettes en M€		
Reprise du résultat d'exploitation n-1	23,33	13,71
Subventions d'investissement de l'AESN	8,21	3,00
Emprunts et dettes assimilés	14,32	10,15
Autres	0,00	0,05
Amortissements des immobilisations et opérations d'ordre	86,82	84,21
Total (G)	132,68	111,11
Restes à réaliser à reporter (H)	0,54	-
Report du résultat de la section d'investissement n-1 sur n (I)	-20,62	-6,99
Résultat cumulé de la section d'investissement (J=G+H+I-E-F)	-13,71	-22,11
Résultat net de clôture (J+D)	8,63	-0,51

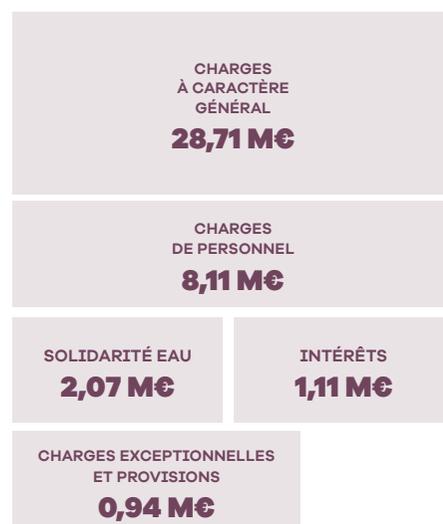
Baisse du concours de financement de l'AESN

Les comptes du SEDIF commentés

Recettes de fonctionnement



Dépenses de fonctionnement



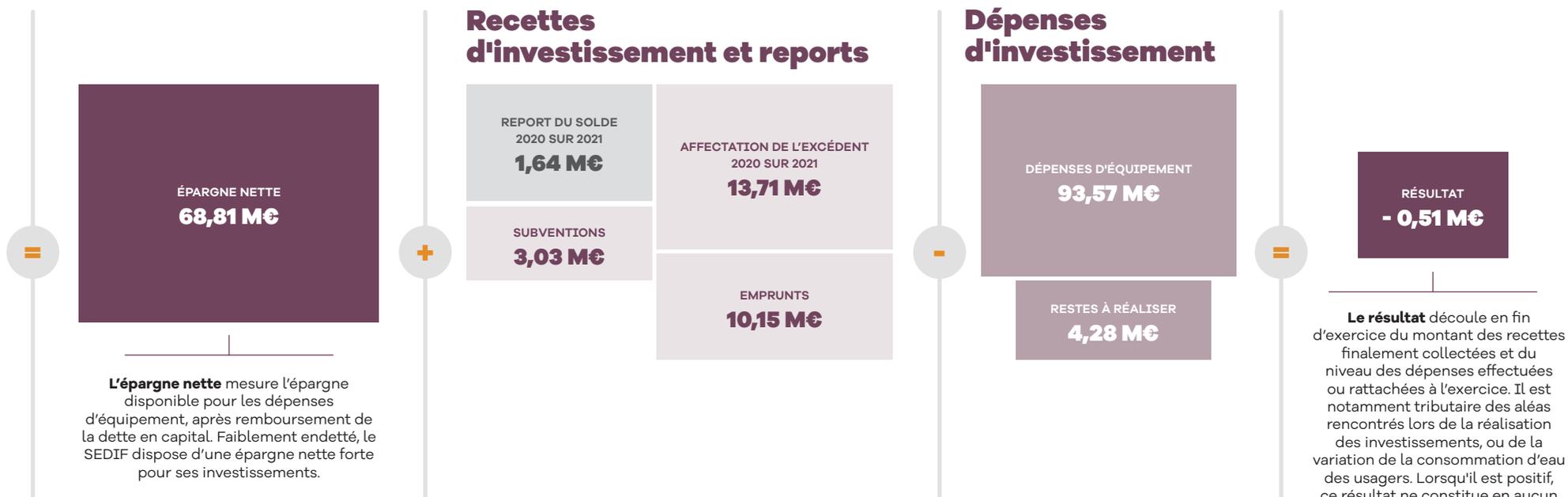
L'épargne brute est le solde restant, une fois payées les dépenses réelles de fonctionnement, y compris intérêts d'emprunts, à l'aide des recettes de fonctionnement. Le SEDIF n'assume pas un rôle d'exploitant mais celui d'un gestionnaire de patrimoine. Son épargne brute est donc très importante, contrairement aux communes dont le budget porte essentiellement sur leurs dépenses de fonctionnement.



Le taux d'épargne correspond à l'épargne brute rapportée aux recettes réelles de fonctionnement. Il permet de mesurer la part de disponibilité des recettes de fonctionnement pour contribuer au remboursement de la dette et aux dépenses d'investissement.

Ratio	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	...
Épargne brute	79,3 M€	93,7 M€	81,9 M€	100,1 M€	87,9 M€	93,5 M€	91,5 M€	...
Épargne nette	57,7 M€	72,9 M€	59,4 M€	51,3 M€	68,5 M€	74,4 M€	69,0 M€	...
Taux d'épargne	75%	73%	68%	71%	67%	71%	74%	...
Endettement en fin d'année	218,2 M€	209,9 M€	216,4 M€	180,3 M€	165,0 M€	164,6 M€	205,4 M€	...
Capacité de désendettement	2,7 ans	2,2 ans	2,6 ans	1,8 an	1,9 an	1,9 an	2,2 ans	...

Les comptes du SEDIF commentés



...	Ratio	2018	2019	2020	2021
...	Épargne brute	110,0 M€	101,6 M€	93,6 M€	90,3 M€
...	Épargne nette	85,3 M€	65,2 M€	71,9 M€	68,8 M€
...	Taux d'épargne	76%	71%	70%	69%
...	Endettement en fin d'année	200,0 M€	179,6 M€	172,3 M€	161,0 M€
...	Capacité de désendettement	1,8 an	1,8 an	1,8 an	1,8 an

La capacité de désendettement est un ratio théorique : elle permet de mesurer en combien d'années le SEDIF rembourserait la totalité de son endettement s'il y consacrait toute son épargne brute et cessait donc tout investissement. Cette capacité est structurellement excellente pour le SEDIF, qui porte une mission de gestionnaire de patrimoine, contrairement au budget classique d'une commune qui porte essentiellement sur le fonctionnement courant des services.

Le budget consolidé du service de l'eau

Recettes du service de l'eau (en M€)	2020	2021	Variation
Produits de la vente d'eau aux abonnés	363,3	331,0	-8,9% ↓
Ventes d'eau en gros	7,0	6,2	-11,4% ↓
Redevances AESN et VNF	114,8	100,8	-12,2% ↓
Recettes sur travaux pour compte de tiers	22,5	25,9	15,1% ↑
Emprunts et subventions	22,5	13,1	-41,8% ↓
Autres recettes dont prestations de service	29,9	38,6	29,1% ↑
Report du résultat de l'exercice précédent	12,1	15,3	26,4% ↑
Total des recettes	572,1	530,9	-7,2% ↓

Le total 2021 des recettes du service est en baisse comparé à 2020.

Cela s'explique notamment par la baisse des produits de la vente d'eau aux abonnés (-32,3M) résultant essentiellement de la modification du périmètre du SEDIF, intervenue en 2021. De plus, les autres recettes, dont les reprises de provisions, ont fortement augmenté, atteignant un niveau comparable à 2019 (+8,7M€). Enfin, le résultat reporté de l'exercice précédent est en augmentation à hauteur de +3,2M€.

En conséquence, le résultat diminue par rapport à l'exercice 2020 (-12,9M€).

Dépenses du service de l'eau en M€	2020	2021	Variation
Investissements du service	118,5	124,2	4,8% ↑
Service de la dette	22,9	22,6	-1,3% ↓
Achats d'eau en gros	0,8	0,8	0,0% =
Autres achats	39,6	37,1	-6,3% ↓
Charges externes	97,6	98,4	0,8% ↑
Charges de personnel d'exploitation	89,3	80,5	-9,9% ↓
Redevances AESN et VNF	115,6	102,4	-11,4% ↓
Impôts, taxes et autres charges	33,8	22,7	-32,8% ↓
Dotations aux provisions	14,3	14,7	2,8% ↑
Rémunération du délégataire	20,3	21,0	3,4% ↑
Résultat du budget consolidé	19,4	6,5	-66,5% ↓
Total des dépenses	572,1	530,9	-7,2% ↓

Les dépenses de l'exercice 2021 se caractérisent, avant tout, par un changement de périmètre d'intégration des comptes du délégataire, ce qui implique que l'on constate :

- une augmentation des dépenses d'investissement (+5,7M€);
- une légère augmentation des charges externes (+0,8M€);
- une légère augmentation des dotations aux provisions (+0,4M€);
- une baisse des impôts, taxes et autres charges (-11,1 M€);
- une baisse des charges de personnel (-8,8 M€).